



HAL
open science

Printemps arabes, révolutions... : des concepts inadéquats ?

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Printemps arabes, révolutions... : des concepts inadéquats ?. La revue internationale et stratégique, 2021, Mondes arabes, dix ans après, 121, pp.79-86. halshs-03506832

HAL Id: halshs-03506832

<https://shs.hal.science/halshs-03506832v1>

Submitted on 2 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Printemps arabes, révolutions... : des concepts inadéquats ?

Marc Lavergne

Directeur de recherche au CNRS.

Dans les journées qui précèdent le 25 janvier 2011, à l'approche de la « Journée de la Police », il règne une atmosphère fébrile au Caire : sur les réseaux sociaux, le nombre d'engagements à manifester augmente d'heure en heure. À travers le pays, on a l'impression d'une mobilisation générale de la jeunesse autour de la commémoration de l'assassinat par la police du militant Khaled Saïd, à Alexandrie, quelques mois plus tôt. Le parallèle avec l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, en Tunisie, en décembre 2010, est patent.

Les jours qui suivent, la mobilisation évolue vers des revendications de plus en plus radicales. Le mouvement entraîne un ébranlement de l'État et une aspiration élargie en faveur d'abord du départ de Hosni Moubarak, au pouvoir depuis trente ans, puis d'un changement de régime. Deux semaines plus tard, avec l'abdication le 11 février du vieux cacique, une ère nouvelle semble s'ouvrir. Sous le contrôle de la haute hiérarchie militaire, des gouvernements intérimaires civils posent les bases d'une nouvelle configuration politique. Élections parlementaires, puis élection présidentielle honnêtes donnent les clés du pouvoir à la confrérie des Frères musulmans. Mais cette expérience est rapidement minée par la tentation autoritaire et le sectarisme du mouvement, le mur d'argent de la base sociale de l'ancien régime et de ses soutiens extérieurs, qui aggravent la crise économique et sociale à l'origine de la chute du régime précédent¹. La désillusion des classes moyennes permet un retour brutal à l'ordre ancien, le 3 juillet 2013.

Le scénario égyptien est assez représentatif du déroulement de cette séquence d'abord tunisienne, puis reproduite dans de nombreux pays arabes, même si, selon les cas, l'intervention extérieure, en particulier des monarchies de la péninsule arabique, ou bien les clivages internes ravivés par les pouvoirs en place, ont contribué à l'échec général de cette insurrection. Cette parenthèse de deux ans et demi en Égypte se décompose en réalité en plusieurs phases, que l'on retrouve avec des variantes locales dans nombre de mouvements insurrectionnels qui mirent à bas, ou en tous cas en danger, la plupart des pouvoirs. Ainsi, ce n'est qu'après trois jours de manifestations violemment réprimées que les jeunes manifestants, rejoints par les Frères musulmans, passent à une phase révolutionnaire, avec pour enjeu la chute de Hosni Moubarak². Mais ce « printemps » est également l'apothéose d'un long processus de mobilisation populaire, tantôt spontané, tantôt organisé, depuis près d'une décennie. C'est cet enchaînement de longue durée, à l'œuvre dans la plupart des pays concernés, que montre l'ouvrage collectif *Au cœur des révoltes arabes*, avec son sous-titre *Devenir révolutionnaires*³. Ce passage de la révolte, voire de la simple contestation, à l'élan révolutionnaire

1 Voir Sophie Pommier, *Égypte, l'envers du décor*, Paris, La Découverte, 2008 ; ainsi que le dossier « Égypte : l'éclipse », *Confluence Méditerranée*, n° 75, L'Harmattan, automne 2010.

2 Les précieux récits des journalistes prennent moins de précautions sémantiques : ainsi de *L'Égypte de Tahrir. Anatomie d'une révolution* de Claude Guibal et Tanguy Salaün (Paris, Seuil, 2011), dont l'incipit est cette phrase de Jean Jaurès : « il ne saurait y avoir de révolution que là où il y a conscience ». Certes, mais de quelle conscience s'agit-il ? Et comment cette conscience se mue-t-elle en mouvement ?

3 Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2013.

pose la question de la nature de ces mouvements qui secouèrent l'ensemble du monde arabe, avant d'être écrasés par une contre-révolution⁴.

Un printemps « arabe » ?

Le terme de « printemps arabes » adopté pour désigner cette séquence historique est d'abord, semble-t-il, une expression journalistique, vraisemblablement importée. Elle fait certes référence, avec quelque décalage, à la saison où elle s'est déroulée, mais surtout à d'autres soulèvements, comme le « printemps de Prague » en 1968, ou à des « glasnosts », des dégels survenus plus tard sous des climats autrement rigoureux, ou encore au « joli mois de mai » de la même année, en France et de par le monde.

Mais faut-il voir dans ce vocable, plus qu'un lyrisme journalistique, une bénédiction attendrie ? Il y a là, peut-être, de la part des observateurs extérieurs, la marque d'une surprise – bienveillante – qui vient contredire un imaginaire occidental dominé par la perception d'un engourdissement des sociétés arabes régies par des systèmes oppressifs que l'on imagine solidement installés. L'on peut aussi y voir un hommage rendu au pacifisme revendiqué de ces mobilisations, face à des répressions brutales mais à bout de souffle, et à la jeunesse des participants, rejoignant par ce rite initiatique l'imaginaire d'un mai 1968 revisité. Cet enthousiasme, cette énergie surgis soudain de la léthargie, s'accompagnent en effet d'un sentiment de communion, de retrouvailles par-delà les clivages des genres, des conditions, des cultes et des cultures, qui donne à chacun l'espoir fragile d'un avenir à construire⁵.

Peut-être encore ce vocable est-il né spontanément du cœur du mouvement, englobant ainsi par-delà les frontières l'ensemble de cette nouvelle « nahda » ou « sahwa » : cette « renaissance » ou ce « réveil »⁶ que le monde arabe accueille de façon récurrente, comme en quête de la « remontée vers les bases », qu'invoquait le regretté Jacques Berque. Il demeure, quoi qu'il en soit, associé au souvenir d'une explosion dramatique et joyeuse, nourrie d'une folle espérance, de l'ivresse d'une jeunesse enfin libre de se déployer dans les rues et dans les esprits. Mais aussi d'une expérience douloureuse, meurtrière, d'un rêve envolé, y compris en Tunisie, seul pays où la dictature n'a pas été rétablie.

Protestations, mobilisations, insurrections : de la révolte à la révolution

Pour qualifier les mouvements qui ont parcouru le monde arabe durant l'année 2011, nombre d'autres termes ont été employés, selon la perception qu'en ont eu les observateurs extérieurs et les acteurs, les médias et les analystes. Dans cette prolifération, l'on peut distinguer les grilles de lecture des uns et des autres en référence à d'autres expériences en d'autres temps, en d'autres lieux. D'où, parfois, un certain flou qui peine à dessiner les contours et les contenus de ces soulèvements.

Révolution : la partie pour le tout ?

4Youssef El Chazli et Chaymaa Hassabo, « Socio-histoire d'un processus révolutionnaire. Analyse de la "configuration contestataire" égyptienne (2003-2011) » in Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *op. cit.*

5 Rabi' (le printemps) et son féminin Rabi'a sont en arabe des prénoms populaires, qui évoquent la jeunesse, à la fois douceur et jaillissement de l'énergie nouvelle.

6 L'expression « Arab Awakening » a la faveur des auteurs anglophones.

Si le terme le plus communément employé est celui de « révolution » ("*thawra*"), il traduit peut-être plus le retentissement de ces événements que leur nature même. En réalité, il correspond plus précisément à la tournure ultime de certains de ces événements, et au sens qu'ont voulu leur donner les acteurs, ou le camp d'en face. De fait, le terme n'a pas été beaucoup employé par les acteurs eux-mêmes : d'une part, ces mouvements n'étaient pas porteurs d'un projet de refondation sociale, mais, plus modestement, de contestation de l'ordre existant, personnifié par un dirigeant honni.

Le terme de révolution relève ainsi d'un autre registre : celui d'un processus visant à la prise du pouvoir, dans le but explicite de transformer la société et ses rapports avec l'État : un bouleversement radical des structures politiques, économiques et sociales à l'échelle d'un État, voire en l'occurrence, d'un chapelet d'États « arabes » supposés marcher d'un même pas, unis dans une destinée commune. Il y faut, historiquement, la conjonction de trois éléments qui ont manqué à ces mouvements : un programme, une structure et une direction. Dans le monde arabe, la seule organisation disposant de ces éléments était – et demeure – celle des Frères musulmans ; mais ceux-ci n'étaient pas favorables à ce mouvement dont ils ne maîtrisaient ni la genèse ni les objectifs.

Par ailleurs, le terme de révolution a été galvaudé dans ces contrées où il a été utilisé pour désigner toutes sortes de mouvements ou de régimes qui n'ont pas répondu aux espoirs des peuples, et qui ont servi de paravents à des dictatures hostiles aux idéaux de liberté et d'égalité. Les luttes de libération nationale, de l'Algérie au Dhofar et à l'Érythrée, ont certes porté le nom de « révolutions », en référence à leur ambition de renverser l'ordre établi. Mais le terme a également été appliqué à des événements comme le complot des Officiers libres de septembre 1952 en Égypte. Or celui-ci ne fut autre chose qu'un coup d'État militaire⁷ destiné à mettre à bas la royauté : sa première victime fut le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans du delta, selon ses critiques marxistes⁸. Anouar el-Sadate lui-même présentera son *infitah* (« ouverture ») libérale comme une « révolution correctrice »⁹. Le terme garde donc son pouvoir mobilisateur.

Peut-être la confusion provient-elle aussi en partie de ce que le terme arabe de *thawra* n'évoque initialement qu'une agitation, une insurrection, et ignore la différence entre la révolte et la révolution¹⁰. Le sens littéral de celle-ci serait mieux rendu par le vocable *inqilab* : employé pour désigner de simples coups d'État, il évoque littéralement un renversement de polarité, un « sens dessus dessous ».

Une première étape : de la protestation à l'insurrection

Pour une qualification plus fidèle des « printemps arabes », il importe de rendre à ceux-ci la temporalité et le rythme de leur déroulement, qui voit s'enchaîner des séquences bien distinctes. C'est ainsi que tous ces mouvements émergent dans des protestations contre l'injustice, la corruption ou la violence de l'appareil de sécurité. Mais ces protestations n'éclatent pas de manière inattendue : elles expriment le dépassement d'une limite : non pas que ces régimes deviennent plus répressifs, mais au contraire, qu'ils montrent des signes d'affaiblissement, sous l'effet de dissensions internes

7 Un « putsch en bras de chemise » pour Jean Lacouture, *Nasser*, Paris, Seuil, 1971.

8 Voir Mahmoud Hussein, *La lutte des classes en Égypte de 1945 à 1968*, Paris, Maspero, 1970 ; et *L'Égypte. Lutte de classes et libération nationale 1967-1973*, Paris, Maspero, 1975.

9 Aly El-Samann, *L'Égypte d'une révolution à l'autre*, Monaco, Éditions du Rocher, 2011.

10 Parmi la vaste littérature consacrée à ces événements, l'ouvrage "Syria's Uprising and the Fracturing of the Levant", Emile Hokayem (dir.), IISS, Routledge, 2013, n'évoque qu'un « soulèvement », bien que l'auteur affirme d'emblée que la Syrie, quoi qu'il advienne, telle qu'elle a existé auparavant, n'existe plus ("*Syria as the world has known it for the last four decades no longer exists*", est la première phrase de l'ouvrage)

ou de pressions externes. En Égypte, ces contestations internes remontent à la création du mouvement Kefaya en 2005, et les pressions externes au discours prononcé par Barack Obama à l'Université du Caire en juin 2009, appelant à la démocratisation des régimes arabes. Ces protestations qui rallient la jeunesse urbaine, issue des classes moyennes éduquées mais frustrées, renforcent donc des contestations politiques ou sociales préexistantes – comme les grèves en Égypte contre le démantèlement du secteur industriel public et l'effondrement des services de l'État.

La répression de ces protestations contre la violence et l'arbitraire policier les mue, ensuite, en une insurrection contre la tyrannie et la corruption, remontant ainsi des acteurs de terrain aux acteurs politiques. Cet élargissement de la contestation n'est alors qu'un prélude à une tentative de transformation des rapports entre l'État et la société, qui implique une compétition entre de nouvelles forces politiques, civiles et militaires, plus ou moins organisées et encadrées.

Cet élan en vue d'un changement radical de l'ordre établi se retrouve-t-il partout ? On peut en douter : chaque pays arabe en proie à ces soulèvements présente une équation économique et sociale, mais aussi un type de gouvernement qui lui sont propres. Des paramètres tels que le degré de corruption, la possibilité d'ascension sociale ou d'émigration, la place occupée historiquement par la classe moyenne, le niveau d'éducation, la prégnance de la religion et ses modes d'encadrement ou de pression, le poids du tribalisme ou du confessionnalisme, donnent au mouvement de révolte, derrière les apparences du mode opératoire et la similitude des slogans, une forte spécificité locale, et donc un sort différent. Le poids des modèles importés est également variable, et lié à la présence d'une part inégale de militants formés à l'école des mouvements sociaux en Occident.

L'entraînement, qui semble autoriser à parler de printemps « arabes », est indéniable : il incite à vaincre la peur, et à ouvrir le champ des possibles ; il permet également la transmission des modes de résistance, les inventions de modes d'expression partagés. Mais il est également à pondérer avec la part de l'effet d'aubaine : les deux premières victimes des soulèvements, Zine El-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, ont en commun la longévité, donc un âge avancé, une absence de charisme et de soutien actif au sein même de la caste dirigeante, et des peuples qui ont une relative homogénéité socioculturelle, fondée sur une histoire nationale partagée. Il n'en va pas de même en Libye, en Jordanie, en Syrie, au Yémen ou au Bahreïn, tandis qu'en Oman ou au Maroc, la légitimité fortement assise du système en place, voire du dirigeant, offre peu de latitude à la contestation, même si le désir de changement peut conduire une partie des classes moyennes urbaines à se joindre au mouvement, avant d'être récupérées par des concessions du pouvoir.

Une fois encore, l'appellation de « printemps arabes » doit donc être maniée avec prudence. Elle indique certes une simultanéité ou un enchaînement temporel, et un effet de contagion. Mais elle ne recouvre pas une mécanique où les mêmes causes créeraient les mêmes effets.

La révolution, une longue marche ?

L'ouvrage *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires* précédemment cité cherche à faire la part du hasard et de la nécessité qui signe le destin de ces soulèvements. Ceux-ci n'y apparaissent pas que comme le résultat de prémices arrivées à maturité. Fruits d'une coalescence de frustrations, de colères et d'impatiences enfouies, ils procèdent aussi de sentiments et de désirs nouveaux, nés du mouvement lui-même. Cette somme avait été précédée de travaux d'ampleur plus modeste, centrés sur l'observation de la société égyptienne. Ainsi des deux volumes consacrés par les chercheurs du Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (CEDEJ) à

l'Égypte, an 2 de la révolution, qui cherchaient à retracer la montée vers Tahrir, puis les recompositions politiques auxquelles elle avait donné lieu¹¹.

La notion centrale de révolution renvoie à celle de changement social radical, d'inversion du pouvoir, sur un paradigme qui serait celui de la Révolution française, bouleversant, voire inversant la hiérarchie des groupes sociaux, tandis que celui de la révolution américaine se traduirait par l'éviction de la puissance coloniale et l'accession à l'indépendance. La détermination à changer l'ordre social et à faire révolution n'est donc pas à prendre au pied de la lettre : point ici de mouvement pré-organisé, à l'image du Parti bolchevik, déterminé à mettre à bas l'ordre ancien. L'initiative vient de la jeunesse, et de la jeunesse estudiantine, urbaine, dont le sort est loin d'être aussi misérable que celui de la même tranche d'âge, dans les campagnes ou les quartiers sus-intégrés des périphéries des grandes villes. Point de structure, donc, et point de *leaders* : le mouvement n'a pas de pilote, et les *leaders* des oppositions traditionnelles ne parviendront pas à en prendre la tête, même si comme au Bahreïn, voire en Égypte, ils jouissent d'une expérience ancienne de l'organisation, mais aussi de la transaction comme de la répression. Et surtout, pas de programme global, mais des revendications sectorielles initiales qui deviendront des slogans plus englobants, comme la chute du tyran et du régime qu'il incarne.

Plus que changer l'ordre social, les mouvements de contestation visent davantage à s'extirper du passé qu'à construire l'avenir : faire chuter le régime, c'est changer la société, y introduire de nouvelles valeurs, de solidarité, d'honnêteté et de justice. Ce sont ces idées qui dominent dans les slogans et les attitudes, bien plus que des programmes de réforme sociale ou économique. En ce sens, les insurrections du « printemps arabe » tiennent plus des mouvements de 1968 que de 1789. Point d'idéologie ici, mais une soif de liberté, comme l'expriment les places de la Libération au Caire, du Changement à Sanaa, de la Perle à Manama. Ces emplacements et la manière dont ils sont investis disent tout de la véritable révolution en cours : ces lieux sont d'abord des enracinements. Contre le redéploiement de la ville des puissants et des riches hors les murs, vers un nouveau Caire délivré de la plèbe, des embouteillages et des contestations, ces mouvements signalent une fidélité à un passé idéalisé sans doute, mais rassurant : celui de Gamal Abdel Nasser et de ses émules dans toute la région. Mais surtout, ces places sont le siège de la transformation sociétale bien plus que sociale : affranchissement de la jeunesse de la tutelle de ses aînés, et de leurs carcans sociaux et religieux avec, en corollaire, abolition de la barrière des genres, le tout exprimé dans une profusion d'expressions artistiques, et de libération de la parole sur les podiums et entre les têtes, symboles de cette libération. En celle-ci, l'on peut donc voir l'amorce d'un futur libéré, d'une jonction avec un Occident souvent fantasmé, mais aussi approché enfin sans complexe, et qui offre un miroir admiratif et solidaire. Mais elle s'appuie en même temps sur la légitimité conférée par d'autres libérations, de l'occupant étranger comme de l'oppresseur indigène, et finalement des vieux codes bousculés.

Parallèlement, ces mouvements ne cherchaient pas à forger des alliances – ou peut-être ne le pouvaient-ils pas. L'occupation des places, la libération des prisonniers devenaient des buts en soi, avec pour apothéose la chute du tyran. Mais la réflexion sur un changement économique et social, sur l'appropriation collective des moyens de production par exemple, n'était plus de mise. La lutte contre la corruption était, en quelque sorte, une apogée de la pensée politique : vingt ans après la chute du communisme, toute pensée progressiste laïque avait été éliminée, par la répression d'abord, par essoufflement ensuite, sous l'effet de l'ouverture économique, puis de la mondialisation associée

11 Voir Marc Lavergne, (dir.) *Égypte, an 2 de la révolution, L'émergence d'une nouvelle scène politique (vol.1)*. et *Une société en quête d'avenir (vol.2)* Paris, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque de l'iReMMO », 2012.

au modèle de la péninsule arabe. Face à ce soulèvement sans colonne vertébrale, l'armée défendait ses intérêts et privilèges, et les Frères musulmans, en face, étaient considérés comme la véritable expression du sentiment populaire, et comme la seule organisation vouée à l'exercice du pouvoir. Peut-être le mouvement a-t-il été atomisé par ses nouvelles formes de coalescence, à travers les réseaux sociaux : peut-être cette structuration horizontale et fluide a-t-elle empêché l'émergence de *leaders* ou de tribuns aptes à capter et exprimer le sentiment du peuple. Peut-être aussi la spontanéité de ce mouvement a-t-elle coupé l'herbe sous le pied à une maturation en cours, plus lente, mais plus profonde, des revendications qui s'exprimaient à travers nombre de mouvements sociaux et de débats publics. La gestation de programmes de progrès social et d'ouverture politique et la structuration de ces mouvements paraissaient en mesure de mobiliser l'ensemble de la société égyptienne et de rompre avec la fatalité des dictatures militaires...